Déclaration du Représentant du Samoa

J'ai l'honneur de participer à la quarante-deuxième session du Conseil des gouverneurs du FIDA en ma qualité de Ministre de l'agriculture et de la pêche du Samoa. Permettez-moi tout d'abord de vous transmettre les chaleureuses salutations du Gouvernement et du peuple samoans et de vous souhaiter des délibérations fructueuses.

Nous rendons hommage au FIDA pour ses interventions en faveur d'une transformation rurale inclusive, qui apportent des financements et un appui technique aux populations rurales afin de leur permettre d'accéder à des moyens d'existence durables. Elles sont particulièrement importantes pour les petits États insulaires en développement comme le Samoa, car elles ciblent les petits agriculteurs et les groupes marginalisés et les aident à renforcer leur résilience, à intégrer des filières, à se procurer des aliments nutritifs et à accéder à des services, des technologies et des financements.

Comme d'autres petits États insulaires en développement, nous avons un secteur agricole limité par un ensemble de facteurs stratégiques et institutionnels dont l'effet combiné affaiblit le potentiel productif de nos petits paysans et de nos entreprises agricoles. L'agriculture samoane est en outre très vulnérable aux effets néfastes du changement climatique, qui se manifestent par des précipitations plus fréquentes et plus violentes, une augmentation du niveau de la mer, des vents extrêmes et des températures élevées de l'air et de l'eau. Les effets du changement et de la variabilité climatiques vont rendre la production agricole plus problématique.

Les deux premiers financements du FIDA à Samoa sont allés au Projet de développement de l'élevage, de 1982 à 1987, et au Projet d'animation rurale, de 1993 à 1996, tous deux consentis à des conditions particulièrement favorables. Le financement octroyé par le FIDA à la Communauté du Pacifique/Communauté océanienne pour l'agriculture biologique et le commerce éthique a aidé l'organisation Women in Business Development Inc. à établir une Norme océanienne d'agriculture biologique et à mettre en place des systèmes participatifs de garantie pour les marques biologiques, et a également apporté un appui à notre forum national multipartite en 2016 pour l'élaboration de nos plans pour l'agrotourisme.

J'ai l'immense plaisir de vous informer que notre récent réengagement avec le FIDA nous a permis de bénéficier d'un projet conjoint avec la Banque mondiale. L'objectif de ce projet est d'augmenter la productivité et l'accès aux marchés de certains producteurs agricoles (des petits agriculteurs, et en particulier des femmes et des jeunes ruraux) et d'améliorer la gestion des ressources naturelles productives et leur résilience face aux changements climatiques. Les interventions sont axées sur l'autonomisation des communautés rurales et le renforcement des capacités de leurs organisations paysannes, ainsi que la fourniture de paquets techniques aux cultivateurs (sur l'agriculture mixte ou les pratiques horticoles et les pratiques après récolte, par exemple), et s'attachent plus particulièrement à améliorer la production de noix de coco et de cacao, à moderniser les infrastructures d'accès aux exploitations et à permettre aux producteurs et aux acteurs des filières d'accéder aux services financiers dont ils ont besoin pour développer leurs activités. Au final, toutes ces interventions permettront de transformer les communautés en agents autonomes de développement, de faciliter les partenariats avec les entreprises agricoles et le secteur privé, et d'étendre les ventes des petits producteurs aux marchés intérieurs et aux marchés d'exportation spécialisés.

Je terminerai en annonçant que, pour témoigner de notre engagement à appuyer le FIDA dans toute la mesure de nos petits moyens et pour marquer le rétablissement de notre partenariat, nous allons apporter une contribution à la Onzième reconstitution des ressources du FIDA.